

Altermondialisme, alter-syndicalisme? Revue et regard sur l’Australie

Stéphane Le Queux

Résumé

Cet article traite du rapport entre altermondialisme et syndicalisme, soit en quoi la mouvance contestataire interpelle l'acteur syndical ? Après une revue de la littérature sur la question, une grille heuristique est fournie afin de guider la lecture des problématiques en jeu. C'est au moyen d'une telle grille que la thèse d'une « revitalisation » syndicale, c'est-à-dire celle d'un syndicalisme de mouvement social de nouvelle génération, est confrontée empiriquement ; cela afin d'en relativiser la portée. Une attention particulière est consacrée au cas australien, car il fait modèle d'antithèse d'un « alter-syndicalisme ».

Abstract

This paper considers the extent to which the anti-globalisation or global social justice movement could contribute to a revival of trade unions. After an account of the early theoretical corpus that emerged at the turn of the 21st Century and which argued for the need for a revitalisation of trade union politics, it identifies the ways in which the new protest movements represent a challenge for the trade unions and the lessons they might learn in facing up to this challenge. Four fault lines are outlined in relation to key areas of concern: political alternatives; participatory democracy; organic cohesion and inclusion; the renewal of activism. It finally focuses on the Australian context, which lets us conclude on a note of scepticism.

Mots-clés / Keywords : Anti-globalisation; Altermondialisme; Union Revitalization; Social Movement; Australia

La doctrine libérale qui a pris d'assaut l'ensemble des pays anglo-saxons se retrouve scellée dans le fameux « consensus de Washington », début des années 1980. Menée avec vigueur par le couple Reagan et Thatcher aux États-Unis et en Angleterre respectivement, elle s'impose peu après au Canada et va jusqu'à s'étendre en Nouvelle-Zélande, qui fera marche arrière au milieu des années 1990 (ce sera reculer pour mieux sauter), puis en Australie qui, au contraire, l'épousera au point tel de se voir qualifier, dix ans après, de champion du modèle libéral par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Cette offensive, on le sait, a frappé de plein fouet les syndicats dans chacun des pays concernés. Au-delà de l'impact des restructurations – libéralisation des

échanges, privatisation, dérégulation, etc. – on assiste également à une montée au créneau du patronat, y compris de l'État en tant qu'employeur, et à une remise en question profonde des règles du jeu, visant l'un dans l'autre une mise à l'écart de l'acteur syndical. À cela s'ajoute la mise en place d'un dispositif discursif puissant de promotion de l'éthos libéral salinisant un à un l'ensemble des champs du social. Bref, les syndicats sont assiégés sur tous les fronts : sur un plan structurel, sur celui de la régulation et de la représentation collective, sur le plan idéologique et sur celui de la socialisation. Qui s'étonnera dans un tel contexte qu'on ait assisté à un déclin syndical ? On ne s'étonnera pas trop non plus, vu sous cet angle, que les syndicats anglo-saxons aient déployés des réponses plutôt « pragmatiques » que rhétoriques.

La question du déclin syndical s'étend à divers degrés à l'ensemble des mouvements syndicaux traditionnels : la « crise » du syndicalisme fut bel et bien la trame des années 1990¹. Seulement voilà, alors même que les élites syndicales et leurs experts planchent sur les stratégies de sortie de crise, le social n'attend pas et entre en irruption : des émeutes de Seattle 1999 au premier Forum de Porto Alegre, des barricades de Melbourne au gazage de Québec, des Zapatistes au Larzac, de la mort « accidentelle » d'un anarchiste sur les pavés de Gènes à la rébellion des *campesinos* à Quito, de l'AMI à Bolkestein, c'est tout un monde d'indignation, de luttes et d'utopies libertaires qui se soulève contre la mondialisation néolibérale.

Pour certains à l'époque, et c'est la thèse à l'examen, cette insurrection sociale semblait porter en elle les prémices d'une résurrection syndicale. Dans un contexte d'introspection où syndicalistes et experts débattent sur les conditions d'un « renouveau » syndical, ne serait-ce pas à « l'extérieur » que les choses se passent ? D'où l'émergence de thèses réclamant une « revitalisation » du mouvement syndical incluant, entre-autres, une ouverture aux exigences altermondialistes ; cela d'autant plus que dix ans après Seattle la crise financière et les politiques d'austérité dans son sillage ont su raviver la critique qui, des 99% aux *indignados* et *Occupy*, tend aujourd'hui à élargir ses bases sociales et à se radicaliser.

Le problème est que ce nouveau mouvement international, sauf exception, n'est pas syndical ; disons plus justement qu'il n'est ni d'émanation syndicale, ni sous contrôle syndical. Les intersections et les permutations militantes ne sont donc pas évidentes *a priori*. Ensuite, même si la thèse peut séduire, et même s'il existe des cas comme en France où notoirement les altermondialistes se font entendre et trouvent un certain écho dans un syndicalisme de nouvelle génération², il s'agit peut-être d'un trompe-l'œil. Dans quelle mesure la thèse tient-elle de la conjoncture ou du contexte ? Pour y répondre, nous allons nous

¹ Voir GAGNON M.J. (ed.), Un syndicalisme en crise d'identité, *Sociologie et Société*, vol. 30, n° 2, automne 1998 ; ou bien encore, HEGE A. (ed.), La représentativité syndicale, numéro spécial de la *Chronique internationale de l'IRES*, n°66, septembre 2000.

² LE QUEUX S. et SAINDAULIEU I., « Social Movement and Unionism in France: A Case for Revitalization? », *Labor Studies Journal*, vol. 35, n° 4, 2010, p. 503-519.

pencher sur le syndicalisme australien car il est à la fois exemplaire et contradictoire : exemplaire vu l'adversité qu'il dut subir pendant plus de dix ans face à un gouvernement néo-libéral férocement antisyndical³, contradictoire au sens où il demeure à l'antipode d'un alter-syndicalisme. Auparavant, arrêtons-nous un instant sur le corpus de la littérature sur la question, tel qu'il s'est originellement édifié à la croisée de l'examen de la crise du syndicalisme et de l'émergence de la mouvance sociale, afin d'en tirer une grille de lecture du cas australien.

Insurrection sociale, résurrection syndicale?

Le tournant du 21^{ème} siècle a sans conteste été le théâtre d'un sursaut du social qui fera dire à Naomi Klein, militante et observatrice de terrain, qu'il annonçait « la fin de la fin de l'histoire⁴ ». Même si l'on peut douter de sa portée effective – au mieux s'agit-il « d'écueils successifs venant s'abattre sur les rivages des instances de gouverne mondiale⁵ » –, c'est davantage son caractère contre-hégémonique qui retient l'attention. « Un autre monde est possible ! » « Utopiste debout ! » lira-t-on sur les murs de Montréal été 2002 : la doxa libérale se trouve interpellée en ce qu'elle a de plus insidieux, comme l'avait bien anticipé Antonio Gramsci, le fait d'invalider la conception et la réalisation d'alternatives.

Est-ce là l'occasion pour le syndicalisme de reprendre le train de l'histoire ? Des deux côtés de l'Atlantique, des experts de la question, parmi les plus éminents, en appellent les syndicats à prendre acte. L'américain Lowell Turner conçoit l'activation d'un syndicalisme de mouvement social comme la condition d'un contrepoids démocratique dans un contexte en tout point hostile : « (...) *ongoing global liberalization has weighted the odds heavily against organizing, bargaining and legislative success, unless such efforts are part of rank-and-file based mobilizations that attract broad social support in campaigns framed as battles for social justice*⁶ ». Pour le britannique Richard Hyman, les syndicats doivent se réengager dans la bataille des idées et reprendre l'initiative idéologique en embrassant les revendications de justice globale, ou encore, insiste-t-il, cela exige : « *a language of social solidarity able to rekindle unions' moral legitimacy as 'a sword of justice'*⁷ ». La crise

³ PEETZ D., *Brave New Workplace – How individual contracts are changing our jobs*, Sydney, Allen & Unwin, 2006.

⁴ KLEIN N., « Farewell to 'The End of History': Organization and Vision in Anti-Corporate Movements », *Socialist Register – A world of Contradictions*, London, Merlin Press, 2002.

⁵ TARROW S., *The New Transnational Activism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005.

⁶ TURNER L., « From Transformation to Revitalisation: A New Research Agenda for a Contested Global Economy », *Work and Occupations*, vol. 32, n° 4, pp. 383-399, 2005.

⁷ HYMAN R., « Trade Unions and the Politics of the European Social Model », *Organised Labour – An Agent of EU Democracy? Trade Union Strategies and the EU Integration Process*, European Conference, University College of Dublin, 2004, p. 29.

financière de 2008 et les politiques d'austérité qui s'en suivirent, nous l'avons déjà mentionné, viendra donner un second souffle à la critique anticapitaliste et ce faisant va fournir un point de mire à l'examen des solidarités transnationales⁸, jusqu'à présent.

Les stratégies syndicales en question: vers un changement de cap?

Hormis des cas d'exception, comme en Corée du Sud, au Brésil ou encore en Afrique du Sud, où le syndicalisme s'est recomposé sur un mouvement de classe, les syndicats ont développé des réponses stratégiques – on nous pardonnera d'être caricatural – soit *par le haut*, via le partenariat social à des fins de consolidation institutionnelle (y compris des fusions en vue de rationaliser les ressources), soit *par le bas*, via des efforts d'« *organising* » (recrutement actif de nouvelles composantes et renforcement du militantisme local) à des fins de renouvellement qualitatif sinon quantitatif de leur base. La première est archétypique du contexte continental européen, et plus encore des syndicats internationaux ; la seconde se retrouve davantage dans les pays anglo-saxons, pour des questions de mimétisme et souvent par défaut dans des contextes institutionnels adverses.

Les stratégies de partenariat social recèlent plusieurs défauts : (a) celui d'encourager des replis corporatifs, voire des replis micro-corporatistes, à l'échelle industrielle ; (b) celui d'exacerber les divisions sociales selon les modalités d'inclusion qui, ne l'oublions pas, sont aussi les frontières de l'exclusion, à l'échelle sociétale ; (c) celui d'une mise en compétition des systèmes nationaux de solidarité, à l'échelle internationale. Elles ont aussi l'inconvénient de confiner le syndicalisme dans un rôle de « gestionnaire » du social, à distance des classes populaires ; ce qui est d'autant plus démobilisateur que les partenariats à l'œuvre ont le plus souvent été piégés dans des logiques de concession, avec pour effet d'aliéner les bases militantes. En Europe, on parlera « d'intégration négative ». En Amérique du nord, de *pattern* de « *concession bargaining* », motif premier de la scission de l'internationale des travailleurs américain et canadien de l'automobile. En Australie, le contrat social (*Accord*) noué dans les années 1980 entre le gouvernement et l'*Australian Council of Trade Unions* (ACTU) entrainera la perte des travaillistes et amorcera le déclin syndical. Au bout du compte, le syndicalisme – et c'est encore plus vrai des instances syndicales internationales – se trouve captif de l'institutionnel où il s'enferme dans la logique de l'autre (l'employabilité, la compétitivité, etc.), lorsqu'il n'est pas empêtré dans ses propres logiques bureaucratiques, aussi sûrement qu'il se trouve conscrit à une logique « ouinique », car ne comptant

⁸ BIELER A. et ERNE R., « Transnational Solidarity? The European Working Class in the Eurozone Crisis », à paraître dans *Socialist Register*, n° 51, 2014. Voir aussi le numéro spécial, Vol. 5, n° 2, du *Global Labour Journal*, « Labour and the Crisis: Challenges, Responses and New Avenues », sous la direction de Mònica CLUA-LOSADA et Laura HORN.

plus sur ses capacités propre de mobilisation, il se trouve anémique dans l'échange politique.

Les stratégies d'*organising*, bien qu'exigeant beaucoup de ressources syndicales dans un contexte d'adversité patronale et de restrictions légales, ont du moins l'avantage de ré-oxygéner le mouvement syndical par la base. Le défi démocratique est dès lors d'assurer que le militantisme local puisse trouver échos et support à des échelons supérieurs de la structure syndicale, ce qui n'est pas si évident comme le suggère par exemple l'expérience américaine où l'*American Federation of Labor – Congress of Industrial Organizations* (AFL-CIO) fut bien embarrassée à contenir les brasiers sociaux allumés par ses syndicats locaux⁹, jusqu'à mener à un point de rupture avec les syndicats de nouvelle génération tels le *Union of Needle-trades, Industrial and Textile Employees & Hotel Employees and Restaurant Employees International Union* (UNITE-HERE) et le *Service Employees International Union* (SEIU). Quoiqu'il en soit, le problème de fonds inhérent à ce type de stratégie réside dans le fait que les identités collectives se bâtissent, parfois strictement, sur une logique d'intérêts, avec pour résultat une mosaïque d'égoïsmes collectifs. Un problème corollaire est que les campagnes d'*organising*, résolument pragmatiques, mercantilistes sur les bords, éludent la dimension politique. Un « *organising sans doctrine* » déplorait John Buchanan¹⁰ en regard du contexte australien.

En somme, que ressort-il de l'analyse ? D'abord, elle révèle que ces deux directions stratégiques, malgré elles, aboutissent à une hiérarchisation et une fragmentation des solidarités. Il s'agirait donc de désenclaver la solidarité des logiques d'intérêts sur lesquelles se fondent les identités collectives. Ensuite, on relève que les structures de démocratie représentative souffrent d'un problème consubstantiel d'élasticité et de réceptivité ; problème qui s'accroît d'autant que les centres de décision s'éloignent, voire s'internationalisent, et que les leadership se trouvent déconnectés du militantisme local. Enfin, on constate que non seulement il y a une perte d'altérité politique, au sens du développement d'un registre idéologique autonome, mais que le politique, dans sa vocation d'évocation et d'émancipation, est laissé en friche – sans compter que les partis sociaux-démocrates ne semblent plus guère d'un grand support, tout au moins du point de vue des militants.

Altermondialisme, alter-syndicalisme ?

C'est précisément à ces problèmes que les nouveaux mouvements contestataires apportent des réponses intéressantes. Il s'agit du moins d'un point de vue partagé par un certain nombre d'observateurs qui se mirent à postuler, à divers égards, que ces mouvements avaient probablement de quoi insuffler au

⁹ MOODY K., *Workers in a lean world: unions in the international economy*, New York, Verso, 1997.

¹⁰ BUCHANAN J., « New Directions in Union Strategy: Organising for fairness and reduced inequality at work », *Australasian Organising Conference*, Sydney, 2001.

syndicalisme ce grain de passion et d'utopie qui se seraient évanouies, contribuant ainsi à une revitalisation des politiques et des solidarités syndicales. Pour feu Pierre Bourdieu¹¹, le mouvement social européen a pour objectif une utopie, et telle est la condition d'un syndicalisme rénové. Pour Peter Waterman¹², l'édification d'une nouvelle internationale syndicale requiert les motivations d'un utopisme. Pour Léo Panitch¹³, enfin, il s'agit d'une formidable plate-forme de transformation sociale, à supposer que les syndicats embrayent et, réciproquement, que les mouvements créent un espace pour les stratégies syndicales.

Cette dernière question du lien à la mouvance altermondialiste – quelle que soit sa forme : coalition, fusion, assimilation, répudiation – demeure bel et bien une question empirique. Mais l'enjeu, lui, est clair : il s'agit à la fois de relancer la critique sociale et d'en reprendre le flambeau. Il s'agit de se désenbourber des logiques de partenariat socio-économique, d'un corporatisme « élitiste et démobilisateur ¹⁴», de se départir de l'image d'un syndicalisme acculé ou domestiqué¹⁵. L'enjeu est de sortir d'une logique gestionnaire, de sortir le politique du gestionnaire¹⁶ pour renouer avec une logique contestataire. Pour cela, et afin d'éviter de se réduire à un mouvement parmi les mouvements, il faudrait que le syndicalisme parvienne à assurer sa centralité dans les rangs contestataires¹⁷, autrement dit qu'il parvienne à réaffirmer sa centralité dans la transversalité des luttes¹⁸.

Une grille d'analyse

En quoi donc les nouveaux mouvements contestataires apportent-ils des éléments de réponse stratégique ? L'analyse suggère qu'ils interviennent de quatre façons. D'abord, dans le rejet des règles et des meneurs du jeu :

¹¹ BOURDIEU P., *Contre-Feux 2*, Paris, Raisons d'Agir, 2001.

¹² WATERMAN P., « Trade Union Internationalism in the Age of Seattle », in *Place, Space and the New Labour Internationalisms*, P. Waterman and J. Wills (eds.), Oxford, Blackwell Publishers, 2001, p. 8-32.

¹³ PANITCH L., « Reflections on Strategy for Labour », *Socialist Register*, London, Merlin Press, 2001, p. 367-392.

¹⁴ BACCARO L., HAMANN K. et TURNER L., « The Politics of Labour Movement Revitalization: The Need for a Revitalized Perspective », *European Journal of Industrial Relations*, vol. 9, n° 1, 2003, p. 119-133.

¹⁵ FANTASIA R. et VOSS K., *Des syndicats domestiqués – Répression patronale et résistance syndicale aux Etats-Unis*, Paris, Raisons d'Agir, 2003.

¹⁶ BENASAYAK M. et SZTULWARK D., *Du contre-pouvoir*, Paris, La Découverte, 2001.

¹⁷ HURD R., MILKMAN R. et TURNER L., « Reviving the American Labour Movement: Institutions and Mobilization », *European Journal of Industrial Relations*, vol. 9, n° 1, 2003, p. 99-117.

¹⁸ HARMANN C., « Anti-capitalism: theory and practice », *International Socialism*, Autumn 2000, p. 3-59.

contestation plutôt que régulation, avec une exigence de restitution démocratique. Plus finement, davantage que de se soucier du pouvoir des institutions, il s'agit pour eux de déployer un rapport de force qui permette une (ré)institutionnalisation du pouvoir (populaire). Comme l'évoquait si élégamment Jean Jaurès en son temps, « c'est la force de la passion qui fait la force de la règle ». Ensuite, par un élargissement des bases et des revendications sociales en lien avec un renouvellement des modes d'organisation, de coordination et d'action collective, notamment avec le renfort des nouveaux média sociaux. Enfin, comme on vient de le souligner, par une revitalisation de la critique sociale.

Tableau 1 :
La question syndicale dans le miroir de l'altermondialisme

La question syndicale	Principes portés par la mouvance contestataire
Partenariat social démobilisant, hiérarchie et fragmentation des solidarités	Contestation des modèles de gouverne, de la régulation institutionnelle (corporatiste) à la contestation sociale
Élitisme syndical et problème d'élasticité de la démocratie représentative	Pour davantage de démocratie participative, importance d'une horizontalisation du pouvoir et des réseaux
Déclin de la capacité de mobilisation	Renouveau de l'activisme : davantage d'organicité sociale, innovation dans les méthodes d'action, de coordination et de leadership (collectif/féminin)
Perte d'altérité politique	Recours à l'utopie et retour à un humanisme (radical), y inclus un agenda écologique

La réponse portée par les altermondialistes tient ainsi, dans son ensemble, dans un renversement axiologique : sortir des gonds identitaires et prendre la solidarité *sui generis* comme une fin en soi. Vu ainsi, il est moins question de savoir si la solidarité peut résister à la mondialisation¹⁹ que de savoir si la mondialisation peut résister aux solidarités ! Le problème, irrésolu, est alors celui des moyens : faut-il jouer le jeu des institutions pour peser sur les

¹⁹ HYMAN, R., « Imagined Solidarities: Can Trade Unions Resist Globalization? », *Globalization and Labour Relations*, LEISINK P. (ed.), Cheltenham, Edward Elgar, 1999, p. 94-115.

instances de gouverne mondiale, au risque d'en naturaliser la légitimité ? Les syndicats internationaux cultivent l'ambiguïté à cet égard²⁰, quoique la Confédération syndicale internationale (CSI) nouvellement établie donne des signes de rapprochement avec la société civile depuis sa participation active au forum social de Nairobi en janvier 2007.

Cela dit, si l'option « syndicalisme de mouvement social » est vue comme une condition de « renaissance » syndicale²¹, cela demeure encore un problème irrésolu de savoir si elle peut permettre au syndicalisme de se (re)construire en tant que pouvoir politique et économique indépendant²². Il n'est pas dit que les mouvements contestataires se livrent si naturellement au leadership syndical²³. Il s'agit également d'aménager le pluralisme syndical au sein du pluralisme de ces mouvements, avec le risque de voir les divisions internes du syndicalisme s'exacerber pour peu de gains au total. Enfin, il n'est pas dit non plus que les syndicats eux-mêmes y voient un impératif particulier. Le dilemme tient du fait que dans « cet autre monde » revendiqué par les altermondialistes, on ne sait trop quelle serait la place de la négociation collective, ni celle du dialogue social au sens large, si difficilement institutionnalisés – sans compter qu'il s'agit d'une nébuleuse hors contrôle. Comme le confiait un porte parole du Congrès du Travail du Canada, « c'est bien beau de s'époumoner contre le marché, mais c'est avec des employeurs qu'on négocie », exprimant ainsi sa crainte d'un détournement du terrain de jeu : au profit de qui ?

Quoi qu'il en soit, les altermondialistes sont vivifiants en cela qu'ils resituent le problème dans le capitalisme lui-même. Vu ainsi, le syndicalisme n'a pas à ployer sous le fardeau de la faute, c'est le capital qui est en rupture de contrat, pour peu que les syndicats ne se fassent complices. La crise financière entrainera cependant le syndicalisme international à prendre des positions plus contestataires. Retournement historique, au sommet spécial sur les marchés financiers et l'économie mondiale du G20 à Washington, novembre 2008, les syndicats, par la voix des *Global Unions*, étaient cette fois au rendez-vous: « Avertissement des syndicats au G20 : les demi-mesures ne suffiront pas à colmater la brèche de l'économie globale²⁴ ».

²⁰ LE QUEUX S., « New Protest movements and the revival of labour politics – A critical examination », *Transfer – European Review of Labour and Research*, vol. 11, n° 4, 2005, p. 569-588.

²¹ BACCARO et al., *ibidem*.

²² TAYLOR G. et MATHERS A., « Social Partner or Social Movements? European Integration and Trade Union Renewal in Europe », *Labor Studies Journal*, Spring 2002, p. 93-108.

²³ NEGRI T., « Introduction », in FISHER W. F. and PONNIAH T. (éd.), *Another World is Possible: Popular Alternatives to Globalization at the World Social Forum*, London, Zed Books, 2003.

²⁴ LE QUEUX S. et PEETZ D., « Between 'Too Big to Fail' and 'Too Small to Matter': The Borderless Financial Crisis and Unions », *International Journal of Manpower*, Vol. 34, n° 3, 2013, p. 198-213.

Le syndicalisme australien essuie la vague libérale

La stabilité est sans doute le qualificatif qui convenait le mieux pour décrire le système australien qui est resté pratiquement à l'identique tout au long du 20^{ème} siècle jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'une coalition nationale-libérale en 1996, sous la conduite de John Howard. Le pays, réputé pour ses valeurs sociale-démocrate, un système centralisé de relations professionnelles et une forte densité syndicale, prit alors un tournant radical. Dérégulation, privatisation, rationalisation du secteur public et de l'assistance sociale, bref tout l'arsenal libéral y passe, y inclus une réforme fondamentale du droit du travail et du cadre légal de la représentation collective. Car Howard ne s'en est jamais caché, bien au contraire, débarrasser le pays des syndicats fut son cheval de bataille. Au point tel que la dernière réforme qu'il put faire (*WorkChoices*) fut, de l'avis commun, en grande partie responsable de sa défaite et du retour des travaillistes au pouvoir en novembre 2007.

Il faut dire qu'avec *WorkChoices*, le gouvernement Howard n'y allait pas avec le dos de la cuillère²⁵, de là à créer une vive réaction du syndicalisme international : « Ces lois abjectes représentent une menace directe et extrêmement grave pour la persistance et les droits des travailleurs australiens. Elles constituent les atteintes les plus graves aux normes du travail reconnues à l'échelon international jamais commises dans un pays industrialisé²⁶ (...) ». « Ce gouvernement semble vouloir ramener les relations industrielles à l'âge de la loi de la jungle qui régnait il y a un siècle ou même avant²⁷ ».

Le premier réflexe du mouvement syndical australien, s'inspirant de son homologue américain, fut de lancer une vaste campagne d'*organising* afin d'endiguer son déclin ; la densité syndicale ayant chuté plus que de moitié pour se stabiliser autour des 20%. S'en suivit une campagne nationale *Your Rights At Work*²⁸ d'opposition à *WorkChoices*. Or, même si elle fut particulièrement bien orchestrée, avec une mise à profit efficace des nouvelles technologies de l'information, et même si elle a pesé dans les élections, cette campagne n'a pas suscité de mouvement social à proprement dit, loin de là. Il faut bien comprendre que d'un côté, avec *WorkChoices*, la loi limitait sérieusement le droit à l'action collective, et que de l'autre, susciter un vaste mouvement social n'était sans doute pas, pour différentes raisons stratégique et sociologique, une option jugée viable aux yeux du leadership de l'ACTU, au grand dam de ses composantes militantes et des franges radicales de la société civile, sachant que *WorkChoices* était clairement impopulaire. Plutôt, la décision retenue fut on ne peut plus conventionnelle : tous derrière le parti travailliste qui nous débarrassera du carcan légal une fois au pouvoir. Ce qui fut fait, nous y

²⁵ LE QUEUX S. et PEETZ D., « *WorkChoices* : au nom du libre choix, suppression des libertés collectives », *Chronique Internationale de l'IRES*, n° 104, 2007, p. 31-38.

²⁶ Communiqué de presse de la Confédération syndicale internationale du 16/11/05.

²⁷ Communiqué de presse de la Confédération syndicale internationale du 29/06/06.

²⁸ Voir sur le lien <http://www.rightsatwork.com.au/>

reviendrons. Auparavant, et afin de mettre en perspective les enjeux à venir, revisitons brièvement la trajectoire du syndicalisme australien dans le prisme de la mouvance contestataire.

Regards croisés sur le syndicalisme et l'altermondialisme : une contestation muselée

Le mouvement altermondialiste s'est momentanément fait entendre au tournant des années 2000, avec pour faits saillants le blocage du Forum Économique Mondial (FEM) à Melbourne en septembre 2000, et par une journée d'action nationale le 1^{er} mai suivant. Largement inspiré des émeutes de Seattle, il puise dans des réseaux militants qui se sont constitués dans la décennie précédente : campagnes contre les mines d'uranium de *Jabiluka*, pour la réconciliation avec le peuple aborigène, contre la montée d'un front national populiste et xénophobe (*One Nation*), etc., et subséquemment pour la fermeture des camps de détention de réfugiés : « *Lock Up the Bosses – Free the Refugees*²⁹ ». Mais ce mouvement mourut dans l'œuf, principalement par manque de relais institutionnel et politique et, en particulier, par manque d'arrimage syndical ; mais aussi parce qu'il s'est vu drainer par la cause anti-guerre, sans succès, comme pour toutes les autres campagnes d'ailleurs.

Si la mouvance contestataire a un instant interpellé les syndicats, ce ne fut qu'un feu de paille. Certes oui, cela n'a pas été sans échauffer les cordes militantes. Lors du FEM de Melbourne, alors que le porte-parole d'un syndicat d'industrie s'évertuait à expliquer que sa fédération luttait de son mieux contre le capital international, on entendit « *Bullshit !* » surgir de l'assemblée, avant que les membres, en très grand nombre, se détournent de leur leadership pour rejoindre les barrages des altermondialistes. Mais en règle générale, les centrales ont fait la sourde oreille, prenant bien garde de se distancier des « agitateurs » ; ce qui peut aisément se comprendre dans un contexte où le gouvernement attend de se saisir du premier prétexte pour démoniser le syndicalisme mais aussi lorsqu'on sait que le syndicalisme australien se caractérise par une longue tradition conservatrice : dans bien des secteurs et à bien des niveaux de l'appareil, la droite syndicale est dominante. D'où le bourgeonnement d'initiatives locales tel *Union-Solidarity*, en marge de l'institution syndicale et prenant appui, par défaut et en repli, sur les solidarités communautaires, avec un certain succès il faut le dire. S'il est question d'envisager une revitalisation, il est donc bien plus probable qu'elle se produise à ce niveau, de façon autonome et contingente.

Ce ne furent donc pas les quelques soubresauts du social, vite matés, ni la campagne de communication de l'ACTU la même année qui embarrassèrent le gouvernement Howard de donner libre cours à sa ferveur libérale. Et du

²⁹ Slogan de *Socialist Worker*, 2001.

patronat de se saisir de l'aubaine pour littéralement purger les milieux de travail des tissus militants³⁰.

Un renouvellement du militantisme ?

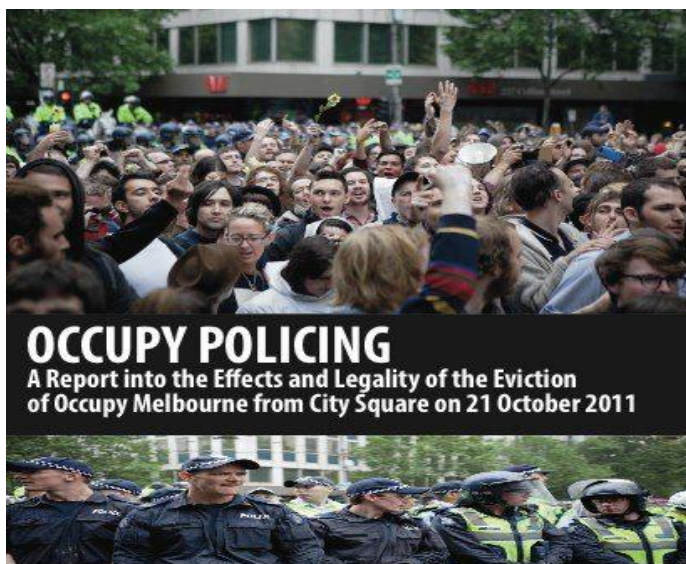
Le suivi de la mobilisation antilibérale, même si elle demeure marginale dans le contexte australien, permet de corroborer la description sociologique des groupes altermondialistes – organicité, multiplicité des causes, internationalisme, fonctionnement en réseaux, exigence démocratique, recours au symbolique et à l'action directe, etc. – constat partagé par les observateurs de terrain³¹. Plusieurs caractéristiques méritent toutefois d'être soulignées.

D'abord, ils partagent une forte préoccupation écologique, ce qui est loin d'être anodin dans une économie vouée à l'exportation maximale de ses vastes richesses naturelles. Il s'agit là d'un point de tension récurrent avec les syndicats ; des syndicats de l'industrie minière, soit les controverses sur l'ouverture de nouveaux sites d'excavation d'uranium au nord du Queensland ou encore sur le charbon « propre », à ceux de l'industrie d'exploitation forestière dont les plans d'expansion en Tasmanie éveillent bien des émois (*Don't Pulp our Future !*), toujours autour de la même question : emplois contre environnement.

Ensuite, ils subissent la violence policière avec, comme pour les syndicats, une tendance inquiétante à criminaliser l'action militante, d'autant plus dans le cadre des lois anti-terroristes ou désormais dans une chasse à la « corruption » syndicale. Le sommet de l'*Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC) à Sydney en septembre 2007 se devait être l'occasion d'un nouveau grand rassemblement altermondialiste. Échaudé par l'expérience du FEM de Melbourne, le gouvernement mis sur pied un dispositif sécuritaire hollywoodien, « *over the top* » de l'avis de tous. Ce dispositif couplé d'une campagne d'intimidation explicite firent en sorte que seule une poignée de manifestants osa braver la rue. Résultat, un non événement, du moins du point de vue contestataire. Et de la CSI et de l'ACTU de déplorer que les débats et les accords aient totalement fait l'impasse sur le social. Or la répression persiste, comme en témoignent les évictions illégales des militants d'*Occupy* Melbourne, octobre 2011, ou du campement de protestation aborigène de Mushgrave Park, Brisbane, mai 2012, idem au « campement ambassade » (*Aboriginal Tent Embassy*) la même année (voir encadrés ci-dessous). Le dispositif sécuritaire déployé pour le G-20 à Brisbane, novembre 2014, vient d'être qualifié par les media de « plus grande opération de sécurité de l'histoire australienne en temps de paix ».

³⁰ PEETZ D. et MURRAY G., « Individualisation and Resistance at the Coal Face », *Just Labour*, vol. 6 & 7, 2005, p. 55-71.

³¹ BURGMANN, V., *Power, profit and protest: Australian social movements and globalisation*, Sydney, Allen & Unwin, 2003.



Les militants, enfin, et quelles que soient leurs obédiences politiques, sont loin d'être hostiles aux syndicats, au contraire. Mieux, il faudrait dire qu'ils posent un regard critique sur les syndicats qu'ils décrivent très souvent comme conservateurs, frileux, sectaires, élitistes et bureaucratiques mais sont tout à fait favorables au syndicalisme. De même qu'ils ne rechignent pas à s'associer aux luttes syndicales : dans leur enquête, Bramble et Minns ont relevé que 9 militants altermondialistes sur 10 interrogés avaient activement prêté support à des campagnes syndicales³². Et ils étaient nombreux, à Melbourne en mai 2004,

³² BRAMBLE T. et MINNS J., « Whose streets? Our streets! Activist perspectives on the Australian Anti-capitalist Movement », *Social Movement Studies*, vol. 4, n° 2, 2005, p. 105-121.

à se mobiliser en solidarité de Craig Johnston, de l'*Australian Manufacturing Workers' Union* (AMWU). Craig, à l'aile gauche du syndicalisme australien, et en procès pour abus syndical s'est vu désavoué par l'ACTU, créant un tollé interne ; ce qui est révélateur à la fois de la gêne de l'institution syndicale face à la montée d'un syndicalisme d'action directe et de la sympathie que ce type de syndicalisme génère au sein de la nouvelle génération militante. Si le cas de Craig est exemplaire pour l'anecdote, il n'est pas isolé pour autant : les travaillistes en campagne prirent bien soin d'assainir le parti des syndicalistes jugés trop militants – la plupart issus de syndicats de métier solidement ancrés sur leur base – et de le faire savoir au grand public à titre de patte blanche. Il s'agit d'une constante. Il est courant que les élites syndicales, en relation symbiotique avec le parti Travailliste, fassent entrave à l'activité militante³³.

En somme, même si elles existent, les intersections militantes demeurent le plus souvent circonstanciées. Certes, de plus en plus de syndicalistes rejoignent les rangs contestataires, comme le démontre le congrès national de *Socialist Alliance* mais cela demeure, à de rares exceptions, des initiatives individuelles. Il existe bien quelques tentatives syndicales de réseautage tel le *Victorian Youth Trade Union Network*, mais quelle que soit leur degré de pertinence ou de vitalité, elles sont plus spontanées que structurées – la mise sur pied il y a peu d'une alliance de travailleurs précaires dans l'industrie du tourisme, *United Casual Workers Alliance*, alliance proto-syndicale inspirée des actions de UNITE et de la campagne de leurs homologues néo-zélandais en est un autre exemple. Ce sont les militants qui tiennent ces réseaux à bout de bras et lorsqu'ils s'épuisent, le tout s'évanouit. Les commentaires d'une militante impliquée dans l'organisation du mouvement '*Occupy*' Melbourne résume bien le tableau à gros traits :

« Australia mate, don't rock the boat and you'll get your quarter acre. People feel threatened by ideas (...) Not a true international solidarity movement. Unions are the blokes who get you a good pay rise for that flash 'ute'. As much as I respect the 'union-name', most of their members barely tolerate objectives beyond prosperity and safety (...) Most unions were completely cynical and useless. I know 'union name' were trying to be more proactive, but it was real churn and burn with their organisers... » (Témoignage d'une militante anarcho-syndicaliste du mouvement Occupy).

Une revitalisation du politique ?

Bien sûr, lorsqu'ils ne sont pas carrément anticapitalistes, les mouvements contestataires australiens sont clairement antilibéraux. Mêmes slogans, même idéalisme qu'ailleurs – « *This is a fight to enjoy our lives !* » (Camille, leader du *Victorian Youth Trade Union Network*), « *Capitalism Sux, Stop Corporate Greed !* » scandaient les militants de *Resistance* lors des campagnes de 2001. Bien sûr, ils s'attirent la sympathie de certains syndicats, soit de syndicats

³³ Pour un exemple récent, voir <http://www.smh.com.au/nsw/unions-nsw-secretary-mark-lennon-booed-for-blocking-strike-vote-20140612-zs5mm.html>

d'industrie comme le *Construction, Forestry, Mining and Energy Union* (CMFEU) dotés d'une forte culture de classe et en lutte contre de grandes multinationales comme Rio Tinto, soit parmi les militants de terrain des syndicats émergents dans les secteurs des services comme le *Liquor, Hospitality and Miscellaneous Workers Union* (LHMU), aujourd'hui *United Voice*, ou l'*Australian Services Union* (ASU). Il y a bien quelques exemples où les élites syndicales ont pris des engagements altermondialistes, comme le *Maritime Union of Australia* (MUA) en Australie de l'Ouest mais ce serait une exagération grossière de dire qu'ils sont vecteurs d'une revitalisation des politiques syndicales : l'ACTU reste campé fermement sur le parti travailliste. Leigh Hubbard, Secrétaire du *Victorian Trades Hall Council*, déclarait ainsi publiquement qu'il regrettait que le syndicalisme ait terni, qu'il lui semblait avoir perdu à la fois la passion et le sens des réalités communes : « *We need to get the passion (of social movements) back into the (labour) movement (...) Social wages and broad civil issues need to be addressed, there is a deficit of politics and ideas* ».

En somme, les mouvements contestataires ne sont que très peu enracinés dans le mouvement syndical, lui-même nous l'avons souligné pourvu d'une large composante conservatrice. Le constat d'ensemble est que les syndicats interviennent davantage comme des partenaires « occasionnels » des forces anticapitalistes qu'ils n'en sont la composante organisée³⁴. Ils ne sont pas non plus le vecteur d'un nouvel internationalisme syndical. S'il existe bien des solidarités transnationales, elles sont le plus souvent intersectorielles et comme dans le cas des dockers, elles ne datent pas d'aujourd'hui. L'internationalisme reste, officiellement, dans le cadre des structures syndicales³⁵. L'ACTU se limite pour l'essentiel à souscrire aux politiques de la CSI.

Et on notera, avant de conclure, qu'en plus de ne pas trouver de relais syndical, les mouvements contestataires australiens opèrent dans un contexte médiatique hostile et dans un contexte intellectuel somme toute discret, sinon apathique. S'il existe bien quelques media alternatifs, comme *Green Left*, ils ne débordent que très peu des sphères militantes, sans réelle capacité d'intervenir sur l'opinion publique. Voilà pourquoi, au bout du compte, le 1^{er} mai 2001 à Sydney offrit le tableau de trois solitudes au sein d'un même espace social : des barrages de manifestants violemment matraqués puis, à quelques coins de rues, un défilé syndical, en ordre bien rangé, et entre les deux, dans l'univers aseptisé des centres d'achat, toute une société *Barbecue-Billabong*. Dix ans après rien ne neuf, le mouvement *Occupy* 2011, même s'il a su marquer les esprits, ne trouva guère de support populaire au-delà des sympathisants ni de soutien syndical officiel.

³⁴ BRAMBLE T. et MINNS J., *ibidem*.

³⁵ Également à travers l'humanitaire syndical, cf. APHEDA-Union Aid Abroad.

Conclusion

Les Travailleurs ont tenu promesse, ils ont révoqué *WorkChoices* – pour la petite histoire, la législation a été recyclée en papier toilette – et ont mis en place un nouveau cadre légal (*Fair Work Act*) dans un exercice périlleux qui consiste à ne pas mécontenter les uns sans trop déplaire aux autres.

Conséquence, il s'agit d'un cadre somme toute conservateur qui, pour qui est attentif, pose toujours des restrictions sérieuses à l'action collective, toujours en contravention des normes internationales du travail, et qui donne pratiquement carte blanche au patronat qui, selon le législateur, n'est pas tenu d'avoir un comportement « raisonnable, proportionné ou rationnel ». Et du patronat de s'en saisir comme dans le cas récent du *lockout* de Qantas³⁶ pour casser les actions de grève. Les syndicats ont sans trop de surprise abandonné la scène politique aux Travailleurs et se sont pratiquement retirés de la scène publique pour revenir à leurs affaires courantes. Le Caucus Travailleur étant sous le joug des syndicats de droite, il ne fallait guère s'attendre à des éclats.

Que retenir du cas australien, sinon que la perspective d'un alter-syndicalisme, que l'hypothèse d'une « revitalisation » du syndicalisme, aussi séduisantes soient-elles, ne sont pas évidentes. Les structures et les idéologies syndicales ont du poids, ici comme ailleurs³⁷. Et il n'y a pas de raisons apparentes pour que cela change. Ou, comme le suggérait une jeune porte-parole du *Labor Council of New South Wales*, s'il fallait espérer une alternative, elle tiendrait du passage « d'une stratégie d'*organising* des syndicats à une stratégie d'*organising* du mouvement syndical ».

Il s'agit d'une remarque perspicace. Mais il n'en est rien. Comment l'expliquer ? Tout d'abord, à crainte d'être tautologique, c'est une question de l'œuf et de la poule : pour un syndicalisme de mouvement social, ça prend un mouvement social ; et pour une contestation sociale qui s'affirme, ça prend un syndicalisme d'action sociale. On ne trouve ni l'un ni l'autre en Australie. Or cela a sans doute à voir avec la fabrique du collectivisme en Australie, où l'action collective n'est pas vraiment populaire³⁸. De plus, si l'encadrement du travail est devenu une partie de ping-pong politique, le travail lui ne politise pas : on assiste plutôt à une « dépolitisation institutionnelle³⁹ » des solidarités, qui existent, mais qui tiennent d'un registre pragmatique et non idéologique. Ainsi peut-on créditer l'idée qu'en arrière-plan de l'appareil syndical, c'est bien dans une certaine

³⁶ LE QUEUX S., « Australie: Qantas. Un lock out emblématique des faiblesses de la nouvelle législation du travail », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 137, juillet 2012, p. 37-46.

³⁷ FREGE C. M. et KELLY J., « Union Revitalization Strategies in Comparative Perspective », *European Journal of Industrial Relations*, vol. 9, n° 1, 2003, p. 7-24.

³⁸ PEETZ D., « Sympathy with the Devil ? : Australian Unionism and Public Opinion », *Australian Journal of Political Science*, vol. 37, n° 1, 2002, p.57-80.

³⁹ LE QUEUX S., « Au pays de 'mateship', la dépolitisation est institutionnelle », *Sens politiques du travail*, Sainsaulieu I. et Surdez M. (dir.), Armand Colin Recherches, 2012, p. 185-200.

mesure l'entreprenariat social des bases militantes qui est qualitativement responsable de la vitalité du syndicalisme⁴⁰.

On peut consentir de la nécessité pour les syndicats de développer un registre idéologique remanié, ainsi que l'évoquent Charles Tilly⁴¹ et R. Hyman⁴² – un répertoire capable de projeter une voie autonome, non seulement critique mais aussi réflexive des aspirations sociales contemporaines et mobilisatrice au-delà des clivages et des clichés traditionnels. On peut aussi voir avec optimisme la résurgence d'un internationalisme des solidarités⁴³. Cette « autre » vision du monde et cet internationalisme sont bien partagés par les militants australiens, très minoritaires, mais par delà disons que ça mouline dans le vide. Le syndicalisme se satisfait pleinement du *statu quo* et il est notoirement de mauvais goût de parler politique autour d'un barbecue.

Ce qui rend donc le cas australien intéressant, sociologiquement, c'est qu'il fait figure d'antithèse. La question à se poser est bien celle de savoir pourquoi ? En sus des éléments de réponse mentionnés ci-dessus, il y a une raison assez simple : la prospérité. De l'aveu même des libéraux, ils auraient poussé le bouchon trop loin avec *WorkChoices*. En effet, dans cet exercice de réforme à l'américaine, l'élève a surpassé le maître à bien des égards, dans les propres termes de l'éminent juriste Ron McCallum⁴⁴, avec pour conséquence, et c'est là le point de touche, d'inquiéter la classe moyenne. En réponse, le mouvement syndical et les Travaillistes se sont arcbutés sur le vieux principe du « *fair go* ». Ça a marché, au nom du principe lui-même mais aussi probablement parce que c'était le rêve américain à l'australienne qui était remis en cause. Or depuis l'Australie n'a guère peu souffert de la crise financière et son économie, forte de l'abondance de ses ressources naturelles, marche plutôt bien : *So why bother ?* Il y a certes, bien sûr, un renouvellement de la contestation sociale qui suit son cours, soit notamment le mouvement *march Australia*⁴⁵ ou *GetUp* en réaction aux mesures d'austérité imposées par la coalition nationale-libérale revenue au pouvoir depuis 2013 et obsédée par le retour à l'équilibre budgétaire, et bien sûr, une fois les réticences dépassées, trouvant un certain soutien syndical ; mais cela sans véritablement changer la dynamique de fond.

⁴⁰ BRAMBLE T., *Trade Unionism in Australia - A history from flood to ebb tide*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

⁴¹ TILLY C., *Regimes and Repertoires*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

⁴² HYMAN R., « How can trade unions act strategically », *Transfer – European Review of Labour and Research*, vol. 13, n° 2, 2007, p. 193-210.

⁴³ MUNCK R. P., « Globalization and the Labour Movement: Challenges and Responses », *Global Labour Journal*, vol. 1, n° 2, 2010, p. 218-232.

⁴⁴ McCALLUM, R., « Plunder Downunder: transplanting the Anglo-American Labor Law Model to Australia », *Comparative Labor Law & Policy Journal*, vol. 26, n° 3, 2006, p. 381-399.

⁴⁵ Voir par ex. <https://www.facebook.com/marchinsydney>

About the author

The author is Senior Lecturer in Employment Relations at James Cook University, Australia, and Research Affiliate, Centre de recherche interuniversitaire sur la mondialisation et le travail (CRIMT), Canada. He has been working for and on trade unions internationally for the last twenty years and regularly reports on Australian industrial relations for the *Chronique internationale de l'IRES*. [stephane.lequeux AT jcu.edu.au](mailto:stephane.lequeux@jcu.edu.au)